

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVETEMENT CHROME DUR**

30 RUE BABEUF  
93380 Pierrefitte-Sur-Seine

Références : /  
Code AIOT : 0006506431

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement REVETEMENT CHROME DUR implanté 30 RUE BABEUF 93380 Pierrefitte-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 11/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du contrôle de la mise en place du dispositif de détection incendie et de l'action nationale sur les permis de feu.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVETEMENT CHROME DUR
- 30 RUE BABEUF 93380 Pierrefitte-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RCD réalise du traitement de surface dans les domaines de l'aéronautique et de l'armement.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en demeure PFAS	AP de Mise en Demeure du 18/10/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Sans objet
4	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
6	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
9	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
10	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
11	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
12	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Outre le fait que l'exploitant a justifié de l'absence de PFAS dans les produits utilisés, objet de la mise en demeure, celui-ci a mis en place la détection incendie avec sonde de température dans les aspirations et asservissement des baignoires et des aspirations. Il a également mis en place un plan de prévention pour les travaux par points chauds.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise en demeure PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/10/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société Revêtement Chrome Dur, exploitant une installation de traitement de surface sise 30, rue Baboeuf sur la commune de Pierrefitte-sur-Seine (93380) est mise en demeure de respecter, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sus-mentionné : "l'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé."
<b>Constats :</b>  Par courrier électronique du 10 décembre 2024, l'exploitant a transmis en réponse à la mise en demeure du 18 octobre 2024, une étude sur les PFAS avec un courrier d'accompagnement et une annexe listant les fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisées sur le site.  L'étude reprend les activités historiques de la société et détaille les produits utilisés (produits de traitement de surface, de traitement des eaux pour les TAR, autres produits annexe comme les extincteurs etc.) et conclut à l'absence de PFAS dans les produits présents sur le site (analyse des FDS depuis 2015).  Par ailleurs le site est en rejet zéro pour ce qui est de l'activité industrielle, les éventuels rejets sont donc limités aux eaux vannes (sanitaires...) et aux eaux pluviales de toiture et de ruissellement. Tous les stockages de produits situés à l'extérieur (produits dangereux et liquides inflammables) sont sous abri et sur rétention.  Dans ces conditions, l'inspection note que l'exploitant a respecté l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 : "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées."  L'Inspection note que par ailleurs il a bien justifié du fait qu'il n'était pas soumis à la réalisation de campagne d'analyse au titre de l'article 3 : "L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale."
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 2 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« <b>II.</b> Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <p>« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.</p> <p>« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>« <b>III.</b> Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>« <b>IV.</b> L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a mis en place un système de détection incendie et de détection d'une élévation anormale de température dans les aspirations des bains avec asservissement (arrêt) des aspirations et du chauffage des bains.</p> <p>Pour la détection incendie, des détecteurs de fumées ont été installés dans l'atelier de traitement de surface et dans le local de l'installation pilote (et également dans les bureaux et locaux sociaux). Des détecteurs de chaleur et de fumées (déclenchement sur double détection) ont aussi été installés dans les locaux annexes (compresseur, attache, atelier...). La détection incendie fonctionne par zonage avec arrêt du chauffage des bains et de l'aspiration de la zone de détection.</p> <p>Pour les aspirations il y a une sonde par aspiration sauf pour les bains qui mutualisent leurs aspirations où la sonde est commune aux trois circuits. La détection déclenche l'arrêt de l'aspiration des bains concernés et du chauffage des bains mais le système prévoit une temporisation de 3 min pour la levée de doute.</p> <p>En cas de détection il y a une alarme sonore et visuelle et un report de télésurveillance. Le personnel peut visualiser sur le PC et sur une console dans les bureaux, la zone d'alarme. L'exploitant précise qu'en l'absence du personnel, il y a un gardien (également employé sur le site donc formé aux procédures) présent sur place.</p> <p>5 personnes ont été formées à l'utilisation du système et le dispositif est intégré dans les</p>

consignes de sécurité.

L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance. L'installateur indique que le système dispose d'une autonomie en cas de perte d'alimentation électrique de 24 h et qu'il peut assurer une intervention (en cas de panne) en moins de 48 h (24 h en cas de défaillance critique).

Dans le cadre du contrat de maintenance il y aura un registre des interventions et un dossier sur le système de détection incendie est présent sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

« III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.

« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de

**Constats :**

L'exploitant réalise chaque année le contrôle des installations électriques et la thermographie. Les derniers contrôles ont été réalisés les 19 mars 2024 (Q18) et 3 juin 2024 (Q19).

L'exploitant a mis en place un registre (tableau) de suivi des contrôles. Le tableau pourra être complété pour intégrer plus de colonnes lorsque des travaux complémentaires seront nécessaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Identification des zones à risque

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Locaux à risque

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

<p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a identifié les zones à risque sur site et sur les plans : plans de sécurité à proximité des issues, plan à destination des secours.</p> <p>Le type de risque est également indiqué au niveau des installations (produits dangereux, inflammables..).</p> <p>L'exploitant dispose de consignes de sécurité à disposition du personnel. L'exploitant prévoit de mettre en place également des consignes simplifiées près des issues.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place des consignes d'exploitation qui sont disponibles dans les bureaux (actuellement intégrées aux consignes de sécurité mais l'exploitant prévoit de créer des consignes distinctes) .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Interdiction d'apporter du feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
<b>Constats :</b>  L'interdiction d'apporter du feu est affichée en entrée du bâtiment et près des postes de travail et des zones à risque incendie/explosion (stockage extérieur de produits inflammables et de bouteilles de gaz). L'interdiction est intégrée aux consignes de sécurité et au plan de prévention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...]  Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan de prévention et met en place quand nécessaire un permis de feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...]  4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan de prévention (dans le cadre de sa certification ISO).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Dispositions du plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R4512-8 du Code du travail  Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place un plan de prévention qui comprend l'ensemble des points prévus par la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Travaux et sous traitance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<b>Constats :</b>  En cas de recours à de la sous-traitance par l'intervenant les modalités d'organisation sont prévues dans le plan de prévention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b>  Le personnel du site reçoit une formation incendie (extincteurs et RIA, formation tous les 1 ou 2 ans) et il y a une personne compétente chargée du suivi des travaux. En cas de travaux par un tiers l'exploitant s'assure que l'intervenant est formé et possède les accréditations nécessaires. Dans le cadre du plan de prévention l'intervenant signe un livret avec les consignes de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Surveillance fin de travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fin de travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
<b>Constats :</b>  Le suivi des travaux est réalisé par le chef d'atelier ou un responsable sécurité environnement. En cas de travaux par point chaud il y a une visite de la zone concernée avant les travaux, un contrôle 2 heures après et un contrôle du site après l'arrêt de l'activité. Le gardien réalise également un tour du site en dehors des périodes d'activité. Le contrôle 2 heures après les travaux est enregistré dans le plan de prévention et le contrôle à l'arrêt du site est également enregistré.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite